

<https://web.sntrscgt.fr/spip.php?article3562>

EN BREF NÂ°643 : Communiqué intersyndical du 28 novembre 2024

- PUBLICATIONS - En Bref -

Date de mise en ligne : vendredi 29 novembre 2024

Copyright © SNTRS-CGT - Tous droits réservés

COMMUNIQUÉ INTERSYNDICAL DU 28 NOVEMBRE 2024

Le 5 décembre, l'intersyndicale de l'enseignement supérieur et de la recherche appelle à une large mobilisation dans l'enseignement supérieur et la recherche avec toute la fonction publique

En pleine période de discussion sur le budget, les attaques et les calomnies contre les agent-es du service public n'ont pas manqué ces derniers mois. Depuis quelques semaines, elles deviennent même de plus en plus frontales. Des retraité-es qui coûteraient cher et qui profiteraient du système, des enseignant-es qui ne travailleraient que six mois par an, des agent-es qui seraient trop souvent malades, des universités qui auraient des fonds de roulement pléthoriques, etc. N'en jetez plus !

Les organisations syndicales signataires appellent à réagir dès le 5 décembre et à faire de cette journée une journée d'action, de rassemblements, de manifestations et de grève dans l'enseignement supérieur et la recherche (ESR) sur l'ensemble du territoire.

Le 5 décembre, soyons nombreux et nombreuses pour faire reculer le gouvernement sur :

- les 3 jours de carence dans la fonction publique,
- la diminution de 100 % à 90 % de l'indemnisation des jours d'arrêt maladie,
- le non-versement de la GIPA (garantie individuelle de pouvoir d'achat) qui aggrave l'injustice du gel du point d'indice,
- une seconde journée dite « de solidarité », en fait le vol d'un second jour férié.

Mobilisons-nous avec l'ensemble des agent-es de la fonction publique, fonctionnaires et contractuel-les, pour :

- des moyens budgétaires à la hauteur des missions des services et des politiques publiques,
- des créations d'emplois partout où c'est nécessaire et l'accès à l'emploi titulaire des agent-es contractuel-les,
- l'augmentation de la valeur du point d'indice au titre de l'année 2024 et des années suivantes et des mesures salariales générales,
- la refonte des grilles indiciaires,
- l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes,
- l'abandon des orientations du projet de loi dit « Guerini ».

Dans l'ESR, les 1,5 milliards d'euros de fonds de roulement des universités et les 500 millions d'euros des autres établissements qui restaient en septembre 2024 devraient être siphonnés et réduits à néant en 2025, alors qu'ils sont indispensables pour investir massivement, en particulier dans la rénovation énergétique de leurs bâtiments.

Dès l'année prochaine, en 2025, plusieurs établissements dont le fonds de roulement et la trésorerie 2024 seront insuffisants, seront alors en situation de cessation de paiement. Certains d'entre eux demandent d'ores et déjà de réduire l'offre de formation et les capacités d'accueil, de fermer temporairement les établissements, et brandissent le risque de ne plus pouvoir payer les personnels, etc. Cette situation, par ailleurs dénoncée par certain-es président-es d'université, est inacceptable.

Après la journée d'alerte du 19 novembre, les organisations signataires appellent à organiser dès maintenant des

heures d'information syndicale pour construire cette journée de mobilisation. Elles se donnent d'ores et déjà rendez-vous le 5 au soir pour envisager des suites, notamment le 10 décembre, jour où se tient le CNESER en matière budgétaire.

La participation de toutes et tous, personnels et étudiant-es, sera décisive : c'est bien par une mobilisation massive dès le 5 décembre que nous pourrons peser, inscrire les actions dans la durée... et gagner !



En Bref nÂ°643 du 29 novembre 2024